



CANADA

TREATY SERIES **1989 No. 33** RECUEIL DES TRAITÉS

AIR

Protocol between the Government of Canada and the Government of the
Czechoslovak Socialist Republic to amend the Air Transport Agreement

Prague, December 27, 1989

In force December 27, 1989

AIR

Protocol entre le gouvernement du Canada et le gouvernement de la République
socialiste tchécoslovaque pour modifier l'Accord sur le transport aérien

Prague, le 27 décembre 1989

En vigueur le 27 décembre 1989

**Protocol to Amend the Air Transport Agreement between the
Government of Canada and the Government of the Czechoslo-
vak Socialist Republic**

The Government of Canada and the Government of the Czechoslovak Socialist Republic (hereinafter referred to as the Contracting Parties), desiring to amend the Air Transport Agreement signed at Prague on March 20, 1969,

Have agreed as follows :

ARTICLE I

Article 2 of the Agreement is amended as follows :

ARTICLE 2

1. Each Contracting Party grants to the other Contracting Party except as otherwise specified in the Annex the following rights for the conduct of international air services (hereinafter called "agreed services") by the airline designated by the other Contracting Party :

- a) to fly without landing across its territory;
 - b) to land in its territory for non-traffic purposes;
- and
- c) to land in its territory for the purpose of taking up and discharging, while operating the routes specified in the Annex, international traffic in passengers cargo and mail, separately or in combination.

2. The airlines of each Contracting Party, other than those designated under Article 3 of this Agreement, shall also enjoy the rights specified in paragraph 1 (a) and (b) of this article.

Protocole pour modifier l'Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque (ci-après désignés comme les Parties contractantes), désirant modifier l'Accord sur le transport aérien signé entre les Parties contractantes le 20 mars 1969 à Prague,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

L'Article 2 de l'Accord est modifié comme suit:

Article 2

1. Sauf stipulation contraire dans l'Annexe, chaque Partie contractante accorde à l'autre Partie contractante les droits suivants pour l'exploitation de services aériens internationaux (ci-après dénommés "services convenus") par l'entreprise de transport aérien désignée par l'autre Partie contractante:

a) survoler son territoire, sans y atterrir;

b) faire des escales non commerciales sur son territoire; et

c) atterrir sur son territoire dans l'exploitation des routes spécifiées dans l'Annexe, afin d'y embarquer et d'y débarquer des passagers, des marchandises et du courrier transportés en trafic international, de façon séparée ou combinée.

2. Les entreprises de transport aérien de chaque Partie contractante, autres que celles désignées à l'Article 3 du présent Accord, jouiront également des droits spécifiés aux paragraphes 1a) et 1b) du présent Article.

3. Nothing in paragraph 1 of this article shall be deemed to confer on a designated airline of one Contracting Party the privilege of taking up, in the territory of the other Contracting Party, passengers, cargo and mail carried for remuneration or hire and destined for another point in the territory of that other Contracting Party.

ARTICLE II

Article 7 of the Agreement is amended by the addition of the following :

ARTICLE 7 bis

1. The Contracting Parties, reaffirming their grave concern about the security against the acts of unlawful interference with civil aviation, agree to act in conformity with the provisions of the Convention on Offences and Certain Other Acts Committed on Board Aircraft, signed at Tokyo on 14 September 1963, the Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft, signed at The Hague on 16 December 1970 and the Convention for the Suppression ~~of~~ Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation, signed at Montreal on 23 September 1971 and any other multilateral agreement governing aviation security binding upon the Contracting Parties.

2. The Contracting Parties shall provide upon request all necessary assistance to each other to prevent acts of unlawful seizure of civil aircraft and other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports and air navigation facilities, and any other threat to the security of civil aviation.

3. Rien dans le paragraphe 1 du présent Article ne sera considéré comme conférant à l'entreprise de transport aérien désignée de l'une des Parties contractantes le privilège d'embarquer, sur le territoire de l'autre Partie contractante, des passagers, des marchandises ou du courrier pour les transporter, moyennant rémunération ou en exécution d'un contrat de location, en un autre point du territoire de l'autre Partie contractante.

ARTICLE II

L'Article 7 de l'Accord est modifié par l'ajout de ce qui suit:

Article 7 bis

1. Réaffirmant leur profond souci de protéger l'aviation civile contre les actes d'intervention illicite, les Parties contractantes conviennent d'agir conformément aux dispositions de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, signée à Tokyo le 14 septembre 1963, de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, signée à La Haye le 16 décembre 1970, de la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, signée à Montréal le 23 septembre 1971 et de tout accord multilatéral relatif à la sécurité de l'aviation liant les deux Parties contractantes.

2. Les Parties contractantes s'accordent mutuellement, sur demande, toute l'assistance nécessaire pour prévenir les actes de capture illicite d'aéronefs civils et autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leur équipages, des aéroports et des installations et services de navigation aérienne, ainsi que toute autre menace pour la sécurité de l'aviation civile.

3. Les Parties contractantes doivent se conformer aux dispositions relatives à la sécurité de l'aviation qui ont été établies par l'Organisation de l'aviation civile internationale et qui sont désignées comme Annexes à la Convention relative à l'Aviation civile internationale, dans la mesure où ces dispositions s'appliquent

. 3. The Contracting Parties shall act in conformity with the aviation security provisions established by the International Civil Aviation Organization and designated as Annexes to the Convention on International Civil Aviation to the extent that such security provisions are applicable to the Contracting Parties; they shall require that operators of aircraft of their registry or operators of aircraft who have their principal place of business or permanent residence in their territory and the operators of airports in their territory act in conformity with such aviation security provisions.

4. Each Contracting Party agrees to observe the security provisions required by the other Contracting Party for entry into the territory of that other Contracting Party and to take adequate measures to protect aircraft and to inspect passengers, crew, their carry-on items as well as cargo and aircraft stores prior to and during boarding or loading.

5. Each Contracting Party shall give sympathetic consideration to any request from the other Contracting Party for special security measures for its aircraft and its passengers to meet a particular threat.

6. When an incident, or threat of an incident, of unlawful seizure of civil aircraft or other unlawful acts against the safety of such aircraft, their passengers and crew, airports, or air navigation facilities occurs, the Contracting Parties shall assist each other by facilitating communications and other appropriate measures intended to terminate rapidly and safely such incident or threat thereof.

7. When a Contracting Party has reasonable grounds to believe that the other Contracting Party has departed from the provisions of this article, the first Contracting Party

auxdites Parties contractantes; elles doivent exiger des exploitants d'aéronefs immatriculés par elles, des exploitants d'aéronefs qui ont le siège principal de leur exploitation ou leur résidence permanente sur leur territoire, qu'ils se conforment à ces dispositions relatives à la sécurité de l'aviation.

4. Chaque Partie contractante convient d'observer les dispositions relatives à la sécurité prescrites par l'autre Partie contractante pour l'entrée sur son territoire, et d'appliquer des mesures adéquates pour assurer la protection des aéronefs et l'inspection des passagers, des équipages, des bagages de cabine, du fret et des provisions de bord, avant et pendant l'embarquement ou le chargement.

5. Chaque Partie contractante convient d'examiner dans un esprit favorable toute demande que lui adresse l'autre Partie contractante en vue d'obtenir que des mesures spéciales de sécurité soient appliquées à l'égard de ses aéronefs et de leurs passagers pour faire face à une menace particulière.

6. En cas d'incident ou de menace d'incident de capture illicite d'aéronefs civils ou d'autres actes illicites dirigés contre la sécurité de ces aéronefs, de leurs passagers et de leurs équipages, des aéroports ou des installations et services de navigation aérienne, les Parties contractantes conviennent de se prêter mutuellement assistance en facilitant les communications et autres mesures appropriées, destinées à mettre fin rapidement et en toute sécurité à l'incident ou à la menace d'incident.

7. Lorsque l'une des Parties contractantes est fondée à croire que l'autre Partie contractante déroge aux dispositions du présent Article, la première Partie contractante peut demander de tenir immédiatement des consultations avec l'autre Partie contractante. A défaut d'une entente satisfaisante, l'Article 5 du présent Accord s'appliquera.

may request immediate consultations with the other Contracting Party. Failure to reach a satisfactory agreement will constitute grounds for the application of Article 5 of this Agreement.

ARTICLE III

This Protocol shall enter into force on the day it is signed.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized thereto by their respective Governments, have signed this Protocol.

Done in duplicate at Prague, this 27th day of December 1989, in the English, French and Czech languages, each version being equally authentic.



For the Government
of Canada

B. M. MAWHINNEY



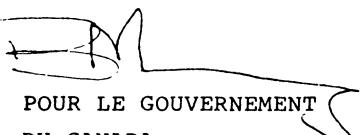
For the Government of the
Czechoslovak Socialist
Republic
ING FRANTISEK PODLENA

ARTICLE III

Le présent Protocole entrera en vigueur à compter de la date de sa signature.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait en deux exemplaires à Prague, le 27 ~~du~~ jour de Décembre 1989, en français, en anglais et en tchèque, chaque version faisant également foi.



POUR LE GOUVERNEMENT
DU CANADA

B. M. MAWHINNEY



POUR LE GOUVERNEMENT DE
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE
TCHÉCOSLOVAQUE
ING FRANTISEK PODLENA

© Minister of Supply and Services Canada 1990

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1989/33
ISBN 0-660-56267-7

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1990

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

Nº de catalogue E3-1989/33
ISBN 0-660-56267-7